Les mines et les mineurs français d'uranium de 1945 à 1975 par Jacques Blanc Avril 2009

L'histoire commence avec **les TEMPS LEGENDAIRES**, qui couvrent la période **1946** à **1951** :

Le 6 août 1945, une bombe atomique américaine anéantit Hiroshima.

Le 18 octobre, le Général de Gaulle crée le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) qu'il charge, entre autres missions, d'assurer l'approvisionnement du futur programme nucléaire français en matériaux nécessaires, notamment en uranium naturel. À cette date les ressources françaises correspondantes sont nulles. Le CEA est alors dirigé par une structure bicéphale (c'est toujours le cas 60 ans plus tard) : un Haut-Commissaire, Frédéric Joliot-Curie, autorité scientifique d'envergure mondiale, et un Administrateur Général, **Raoul Dautry**, gaulliste fidèle, ancien Directeur général de la SNCF.

Le premier patron de l'uranium français, à la tête du Service des Recherches et Exploitations Minières du CEA, sera **André Savornin**, ingénieur au Corps des Mines ayant une longue expérience minière en Afrique. Homme d'action, il lance très vite des commandos en France (Lachaux, Saint-Symphorien-de-Marmagne, Grury, le Limousin), à Madagascar, en Côte d'Ivoire et en AEF, avec des moyens de fortune et des budgets minces.

Le 2 décembre 1945, est créée, au sein du Muséum d'histoire naturelle, l'Ecole de Prospection du CEA qui deviendra en 1955, à La Crouzille, le célèbre CIPRA ¹. Ce jour-là, **Frédéric Joliot-Curie**, inaugurant le premier stage de prospecteurs, déclarait : " Si je le pouvais, je lancerais sur la France 2000 prospecteurs ! Ils balaieraient systématiquement notre sol au compteur Geiger, du Pas-de-Calais aux Pyrénées : pas un indice d'uranium ne m'échapperait !..."

Au chef des commandos succède en 1948, avec le titre de Directeur des Recherches et Exploitations Minières, DREM, un éminent universitaire, le professeur **Marcel Roubault**, alors directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de Géologie appliquée et de prospection minière de Nancy. Son premier objectif est de trouver de la pechblende, alors inconnue sur le territoire français : c'est fait le 25 novembre 1948 à La Crouzille, dans le Limousin, avec la découverte du fameux filon Henriette, du prénom de l'épouse du professeur Roubault .

Trois divisions minières sont créées : La Crouzille en mai 1948, Grury en mars 1949, où un premier indice d'autunite propre au CEA avait été découvert dès juillet 1946, et Lachaux en juin 1949. Les équipements d'origine, dans cette période de

_

¹ CIPRA: Centre International d'Enseignement en Prospection et Valorisation des Minerais Radioactifs Industriels.

pénurie, viennent surtout des mines abandonnées et des fabuleux surplus américains. Les techniques minières : foration, boisage, fonçage de puits, aménagement de carreaux, progressent peu à peu. Le mineur de Saint-Symphorien-de-Marmagne porte des sabots, ce qui se fait de mieux pour protéger les pieds, et il s'éclaire avec une lampe à acétylène ...». Le Statut du Mineur est mis en place

À Madagascar, on découvre et on exploite de la bétafite et du béryl. Au Congo, à Boko Songo, dans la région du Niari, on lance une opération minière lourde, sur laquelle on fonde beaucoup d'espoirs.

Le bilan uranium (réserves - production) de cette période n'est guère important, mais pas nul : quelques centaines de kilogrammes ont été produits et les réserves semblent être de quelques centaines de tonnes.

Nous entrons maintenant dans la période du **TEMPS des CONQUETES** (1951-1958), appelé ainsi par Antoine Paucard, principal historien de cette aventure.

La hantise d'être privés d'uranium troublera sans doute bien des rêves des dirigeants de ce CEA qui a reçu mission de fournir à la Nation les savoirs, le savoir-faire et les matériaux de cette énergie atomique dont on attend une électricité abondante, bon marché et à l'abri des aléas d'approvisionnement. La vie du jeune Commissariat s'organise donc autour des Recherches et Exploitations Minières, qui, à l'époque, distribuent plus de la moitié des salaires du CEA.

Les incertitudes : 1951-1952

Raoul Dautry décède le 21 août 1951. **Pierre Guillaumat**, grand serviteur de l'Etat et homme du pétrole, est installé à la tête du CEA par Félix Gaillard, le 8 novembre 1951 : il trouve une situation financière difficile qui oblige à des révisions parfois déchirantes dans le secteur minier et ailleurs.

Jacques Mabile, jeune ingénieur au Corps des Mines, devient directeur des REM le 21 septembre.

Au 31 août 1952 les effectifs miniers du CEA, en France et outre-mer, sont de 1 155 agents. Du début de l'année à fin septembre 1952, ce sont 51 tonnes de métal qui ont été livrées à l'usine chimique du Bouchet; 9 tonnes sont en stock sur les divisions, soit une production totale de 60 tonnes.

Fin 1952, Marcel Roubault, devenu Président du Comité des Mines du CEA déclare au journal *le Monde*: "D'ici 30 ans maximum, le problème de l'énergie atomique industrielle sera résolu et il n'est pas trop tôt de songer à l'alimentation en matières premières pour cette industrie qui viendra combler heureusement notre déficit énergétique permanent. Aujourd'hui, 10 000 tonnes semblent un chiffre énorme, mais 1 000 tonnes apparaissent probables. Et cela représente déjà le dixième de notre énergie annuelle."

Le grand élan : 1953-1955

Jacques Mabile va continuer, puis amplifier, l'oeuvre de Marcel Roubault : mais,

désormais le nombre prime le mot, l'écrit prime le verbe. Dirigeants, scientifiques, ingénieurs, techniciens et ouvriers du CEA vont brillamment utiliser les ressources du plan Gaillard pour construire l'indépendance nucléaire de la France. Les effets positifs s'en mesurent toujours aujourd'hui.!"

En juillet 1953, devant le Comité des Mines, Jacques Mabile annonce un grand tournant: **le traitement chimique des minerais** va désormais supplanter la voie physique. La première usine sera construite à Gueugnon en 1955 pour traiter les minerais de la Division de Grury.

La division de Vendée naît le 1^{er} janvier 1954. La division de Lachaux ferme en 1955. En février 1954, le CEA découvre l'énorme lentille de pechblende massive des Bois-Noirs, dans les monts du Forez.

Lors de la 2^{ème} Conférence de Genève, du 8 au 20 août 1955, sur le thème "L'atome au service de la paix", **Francis Perrin**, Haut-Commissaire du CEA depuis avril 1951, déclare : "**Cette Conférence nucléaire va lever le poids écrasant du secret atomique**..." On peut rêver...On y estime aussi que **le thorium** devrait prendre une place importante, progressivement.

Au pas de charge : 1956-1958

Crise de Suez et crise économique : en juillet 1956, le Colonel Nasser nationalise le Canal de Suez.

La situation financière du CEA devient difficile. Néanmoins, ses dirigeants s'opposent à la diminution des effectifs des mineurs qui conduirait à réduire l'objectif de production de 1961.

Le 7 janvier 1956, le premier réacteur nucléaire français au graphite, G1, est mis en service à Marcoule. Il utilise l'uranium naturel produit par les REM.

Le monde est à nous! Avec une vigoureuse reprise des recherches outre-mer. On freine, puis on arrête le Maroc, mais on va au Sahara : Adrar des Iforas, Aïr, Hoggar, Tibesti ! Et en Oubangui-Chari ! Et au Cameroun ! Vive la prospection aérienne ! Boko Songo au Congo, échec cuisant, est enfin arrêté. Et on trouve, fin décembre 1956, l'indice de Mounana au Gabon, qui donnera une magnifique truffe de 5 000 tonnes d'uranium et, plus tard, d'autres soeurs. La Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville, la COMUF, sera fondée dès février 1958.

Madagascar sera un haut lieu d'activités minières pour le CEA entre 1945 et 1968, période pendant laquelle plusieurs sujets successifs (béryl et minéraux divers d'uranium et de thorium) seront abordés : prospection, exploitation, traitement mécanique des minerais. Malheureusement, les résultats ne seront pas suffisants à l'échelle industrielle, malgré une production cumulée de 1 000 tonnes d'uranium et

de 3 200 tonnes de thorium.

Les équipes du CEA iront aussi en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Soudan français, devenu Mali, en Guyane. Ainsi qu'en Afghanistan, en Turquie et en Iran!

En métropole, la production de 1956 est de 275 tonnes d'uranium.

L'usine de traitement de l'Ecarpière commence à produire en mars 1957 et celle de Bessines en juillet 1958. On vise les 1 000 tonnes en 1960 et...les 2 000 entre 1965 et 1970, le plus vite possible ! Ce leitmotiv est chant patriotique, quasiment hymne national. La DREM paraît fille aînée du CEA : pendant que les autres services voient leurs investissements diminués d'un tiers, les REM maintiennent un rythme de doublement de leur activité tous les dix-huit mois environ.

Les activités de recherche en Métropole battent également leur plein : Alpes, Bretagne, Charolais-Beaujolais, Cévennes, Corse, Creuse, Forez, Hérault, Margeride, Normandie, Poitou, Pyrénées, Vendée, Vosges... Le rêve de Frédéric Joliot-Curie est en train de se réaliser...

Les réserves sous contrôle français atteignent 37 000 tonnes d'uranium : on se rapproche des 50 000 tonnes, optimum envisagé il y a quelques années.

Le 25 mars 1957, les Européens signent le traité EURATOM, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1958 : l'Europe ne devrait-elle pas construire, d'ici 1965, une dizaine de centrales qui utiliseront 6 000 tonnes de métal chaque année ! La nouvelle Conférence de Genève se réunit du 1er au 13 septembre 1958 sur le thème de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. On en espère beaucoup, en particulier de **la fusion**.

Les prospecteurs et exploitants privés, particuliers, petites et grandes sociétés, commencent à apparaître dans le paysage. Le 21 octobre 1954, Jacques Mabile, dans une conférence de presse largement relayée, définit des "ZONES D'ACHAT" de minerais d'uranium en Bretagne et dans le Massif Central, où le CEA est prêt à aider les "privés" et à leur acheter, sous certaines conditions, leurs éventuelles productions. C'est la ruée!

Un décret du 27 décembre 1955 modifie la loi minière et institue **le PERMIS EXCLUSIF DE RECHERCHES**, qui protège les découvertes éventuelles et met ainsi fin au monopole de fait du CEA en France.

Novembre 1958 : il y a déjà des gagnants à la loterie de la mine, avec deux gros lots : le gisement de **Saint-Pierre-du-Cantal**, tout proche de Bort-les-Orgues, de la SCUMRA, et celui de **Saint-Jean-la-Fouillouse**, près de Langogne (Allier) de la CFMU. A vrai dire, le CEA n'espérait pas tant de son initiative ! Devra-t-il réduire sa propre production pour faire place aux "privés "?

Jacques Mabile, en juin à Vichy, s'inquiète toutefois devant les producteurs privés des risques d'une surproduction. Alors ? **Aurait-on trop d'uranium ?** En novembre 1958, les centrales électronucléaires ne sont pas encore vraiment au point, les perspectives mondiales sont maussades. **Le gouvernement américain décide de ne plus acheter les productions hors des USA après 1963,** tout en acceptant d'étaler certains contrats jusqu'en 1966. Ce faisant, entre autres conséquences, il fauche la jeune industrie naissante de l'uranium au Canada.

Dans cette conjoncture soudainement devenue difficile, c'est maintenant

LE TEMPS DES GRANDES AVENTURES (1959-1973).

Rappelons que le 1er juin 1958, le général de Gaulle est revenu au pouvoir comme Président du Conseil. Pierre Guillaumat, qu'il nomme Ministre des Armées, est remplacé par **Pierre Couture** à la tête du CEA. Le 7 décembre1959, une sévère dévaluation est accompagnée de la naissance du nouveau franc, appelé populairement "franc Pinay". Une politique de stricte rigueur financière est imposée à la France pour rétablir sa balance commerciale. **L'uranium doit subir la dure loi commune**: le ralentissement des productions va tourner à la crise interne aux REM. Et pourtant, tout paraissait encore si simple, en 1958.. Désormais puissance atomique, la France était devenue le quatrième grand .De 1945 à 1958, la France n'avait produit "que" 1 823 tonnes d'uranium; elle prévoyait d'en produire 1800 tonnes pour la seule année 1962!

Alors, comment relever le défi américain, et assurer à notre pays un libre approvisionnement en uranium si le besoin s'en faisait sentir? Pour cela, la stratégie est simple. Il faut :

- trouver davantage d'uranium en maintenant un important effort de prospection outre-mer: le sédimentaire est le grand espoir. Il ne sera pas déçu au Niger. Mais il y aura aussi l'Hérault et l'Aquitaine. L'objectif est maintenant un chiffre magique : CENT MILLE tonnes !
- prendre pied à l'étranger sur les vieux continents: ce seront le Canada, puis les Etats-Unis et l'Australie.
- en cas d'insuccès, s'approvisionner sur le marché mondial en profitant des bas prix pour acheter à bon compte : on négociera avec succès avec l'Afrique du Sud, mais pas avec le Canada. Pour des raisons politiques de contrôle d'emploi, le projet d'accord avec Denison échouera. Dommage ! Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot dans ce pays...
- faire appel aux capitaux privés : d'abord français, avec Mokta et CFMU dans le capital de COMUF, puis européens : cinq ans avant l'Europe de l'uranium enrichi et Eurodif, les Mineurs vont faire l'Europe de l'Uranium Naturel en Afrique, d'abord avec les Allemands et les Italiens, puis les Espagnols. Viendront ensuite, sur d'autres projets, les Japonais et les Américains

- être mondialement compétitif : donc évolution et révolution dans les méthodes d'exploitation

Le 1^{er} janvier 1961 est créée au sein du CEA une Direction des Productions(DP) qui regroupe, sous l'autorité de Jacques Mabile, les REM, le Centre du Bouchet, le Centre de Marcoule avec ses trois piles plutonigènes G1, G2 et G3, et le Centre de Miramas. La DREM commence à absorber son aval, et cela se poursuivra au fil des années, avec notamment le rattachement des Centres de Pierrelatte et de la Hague, et du service des Combustibles. La Direction des Productions, avec Jacques Mabile puis Pierre Taranger, s'engagera sans faiblir dans cette intégration de l'amont à l'aval, perdant son aspect de service public pour prendre, sans état d'âme, celui de producteur.

André Giraud martèle : "Il ne faut surtout pas répéter, avec l'uranium, l'erreur faite avec le pétrole au début du siècle ".

Anticipons : **Georges Besse**, prenant en charge les 10 000 agents de la DP en 1976, la trouvera en ordre de marche pour devenir tout naturellement COGEMA. Rappelons quelques repères chronologiques :

L'adaptation en douceur : 1959-1962

La limitation à 1 200 t U/an de la production métropolitaine impose une sévère bataille sur les prix de revient. D'autre part, les privés sont désormais sévèrement bridés ; l'équation est simple : encourager la recherche, décourager la production. Son application est malaisée. C'est la première manifestation d'une mauvaise conscience du CEA envers ses privés. Il faudra beaucoup de temps pour apaiser ce tourment.

Au Gabon, l'usine chimique de Mounana de la Comuf entre en service le 27 mars 1961, moins de 4 ans et 3 mois après la première découverte. Chapeau! Les experts d'Euratom annoncent une consommation cumulée de **200 000 tonnes** d'uranium dans la Communauté Européenne pendant la décennie 1970-1980, qu'il faudrait importer presque totalement!

Les grandes manœuvres par vents contraires : 1963-1966

Lors de la 3^{ème} Conférence de Genève en 1964, Jacques Mabile et Antoine Gangloff plaideront pour une poursuite de la prospection de l'uranium; mais ils ne seront guère entendus.

Enfin, la quête du Graal aboutit au Niger: une rapide prospection des indices découverts en 1958 est engagée. Successivement, on doute, on s'interroge, on persévère. Progressivement se construit un modèle géologique et métallogénique de la région. Victoire! Un magnifique gisement est découvert à Arlit, à 250 km au nord

d'Agadès. Dans cette nouvelle province uranifère, c'est entre 50 et 100 000 tonnes que sont prévues les ambitions de réserves. Le 11 novembre 1966, au Guissat, près d'Arlit, réunion historique : Jacques Mabile réunit ses collaborateurs et décide le lancement de la future Société des Mines de l'Aïr, avec une capacité de 1000 t U/an.

L'audace et la prudence : 1967-1969

On se prend à rêver d'une grande Compagnie à la française. Jacques Mabile déclare : "Grâce à ses succès, la France est prête à s'asseoir à la table des Grands, ce qui ne s'est jamais vu dans l'histoire des substances minérales..." Des conversations sont engagées avec le groupe Rothschild, riche d'expérience minière, et le groupe Pechiney, riche d'hydrométallurgie ; elles cesseront en 1969. La SOMAÏR est créée le 1^{er} février 1968 à Niamey

Au **Canada**, en 1968, un premier galet de pechblende massive est trouvé par les équipes du Syndicat CEA-Mokta près de **Cluff Lake** dans les grès de l'Athabasca. La suite sera extraordinaire!

En France, c'est la morosité : l'outil minier est surpuissant, et on évoque la fermeture d'une division.

La descente aux enfers : 1970-1973

Le moral des cadres, au début de 1970, est bas ; des licenciements sont en perspective. Mais le 1^{er} octobre, André Giraud prend ses fonctions d'Administrateur Général du CEA, et il oppose très vite le démenti le plus formel à toute décision de licenciements ou de fermetures.

Le 21 janvier 1971, l'avion qui transporte Jacques Mabile et vingt autres passagers civils et militaires s'écrase dans les Monts du Vivarais. Dans ses pas, Pierre Taranger évoque ce paradoxe, notre "fil rouge": excès de capacités et craintes pour le lendemain.

Le 6 octobre 1973, l'Egypte et la Syrie attaquent Israël. Le 17 octobre, les Etats pétroliers du Golfe Persique augmentent certains prix de 70% et mettent l'embargo vers les Etats-Unis et les Pays-Bas; le 22 décembre, ils doublent le prix du brut. Tous les électriciens du monde se tournent alors sérieusement vers l'énergie nucléaire, désormais mature semble-t-il. "L'heure est venue," dira sobrement André Giraud.

PÉRIODE 1974-1980 : LE TEMPS DES EUPHORIES

1974 : Lancement du grand programme électronucléaire français

Le CEA-DP et les autres producteurs français se préparent à faire face au formidable accroissement des demandes en uranium que l'on prévoit, suite à l'important programme de construction de centrales nucléaires décidé par le Gouvernement français et aussi d'autres grands pays de l'hémisphère Nord : il y a désormais un véritable marché en perspective .

....Alors que les effectifs miniers du CEA sont tombés à moins de 1 900 agents, en raison des progrès de productivité et malgré la reprise depuis deux ans de l'embauche de jeunes mineurs...Mais le moral repart à la hausse et on décide d'étudier sans plus tarder l'exploitation des gisements de l'Hérault, dont les réserves sont estimées à 20 000 t U.

Le marché : la divine surprise

Une forte augmentation des programmes électronucléaires de la plupart des pays développés - et singulièrement de la France - survient en 1974, augmentation à laquelle l'industrie du cycle du combustible nucléaire devait brusquement faire face... A l'abondance des moyens qui était encore récemment la règle, succéda la crainte d'une pénurie, notamment chez les producteurs d'électricité rendus particulièrement sensibles à la sécurité d'approvisionnement par les événements du Moyen-Orient. Chez les industriels de l'uranium naturel, qui connaissaient un vrai marasme et stockaient les productions excédentaires, quand ils ne les vendaient pas au-dessous du prix de revient, des appels d'offre restèrent sans réponse, tandis que les prix connaissaient une montée sensible traduisant la tension du marché. On pensait alors qu'il faudrait construire, tous les deux ans au moins, une usine d'enrichissement de la dimension d'EURODIF...!

1975 : le boom de l'uranium. Le marché : quadruplement !

La conjoncture évolue de manière différente selon les pays. La France accentue son effort; l'Allemagne également avec des réacteurs à eau ordinaire, malgré ses réserves de charbon et de lignite; l'Angleterre met lentement son programme en œuvre, malgré ses ressources en charbon et ses espoirs de pétrole; les Etats-Unis marquent le pas, les commandes s'étant ralenties et les délais allongés, en raison d'un financement plus difficile, d'une certaine contestation et d'une organisation moins claire; le Canada se heurte à des difficultés techniques dans sa filière à eau lourde sous pression; le Brésil parait vouloir se lancer, comme l'Argentine; l'URSS ne fait qu'un effort modeste; le Japon poursuit sa route.

En avril 1975 à Paris, la Conférence sur la "maturité nucléaire" conclut sur la "confirmation" du caractère limité des ressources en uranium et la montée prévisible de son prix, ce qui devrait conduire les surgénérateurs à prendre très vite, et de plus en plus largement, le relais des réacteurs à eau. La prospection de l'uranium mériterait, bien entendu, un effort accru.

En cours d'année, l'indice Nuexco, qui stagnait à 6 US\$/Ib U_3O_8 jusqu'en 1973, atteint 25,6 US\$.

<u>1976</u>: re-boom!

<u>Janvier</u>: création de MINATOME S.A. qui regroupe, dans le domaine minier nucléaire, les moyens de la Compagnie Française des Pétroles et ceux de Pechiney Ugine Kuhlmann à 50-50. Le premier Président Directeur Général est Claude Beaumont, qui vient de quitter le poste de Directeur Général du BRGM.

Restructuration de la Direction des Productions sous forme d'une filiale CEA, la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA) dont le premier Président est André Giraud et le premier Directeur Général, Georges Besse

Le marché : les prix continuent à monter ...

L'année 1976 est marquée, comme la précédente, par un ralentissement de la consommation de l'énergie en raison de son prix élevé, ce qui conduit les pays industrialisés à poursuivre leur politique d'économie et de lutte contre les gaspillages. A ce phénomène s'ajoutent, d'une part, l'augmentation importante du coût des centrales nucléaires en raison, notamment, des exigences de plus en plus grandes en matière de sécurité et, d'autre part, l'intervention sans cesse croissante des mouvements écologistes contre le développement de cette industrie. L'ensemble de ces pressions de nature financière ou psychologique accentue le ralentissement des programmes de construction des centrales déjà constaté en 1975.

Toutefois, compte tenu des besoins déjà connus pour les prochaines années et des politiques de certains pays comme le Canada et l'Australie en matière de vente d'uranium naturel, aucune détente n'apparait en 1976 sur le marché et les prix continuent d'augmenter. De 22 à 30 US\$/lb U_3O_8 en 1976, le prix de l'uranium naturel est porté à 37 US\$ en 1977 pour des contrats d'approvisionnement importants, ce prix devenant supérieur à 44 US\$ pour des achats de faibles quantités à livraison immédiate.

1977 : le moral reste bon

Les besoins d'EDF en 1977 ont été de 3 000 t U. On estime qu'ils devraient atteindre 10 000 t U/an en 1990.

COGEMA contrôle environ 15 % des réserves d'uranium du monde occidental. Son effectif pour l'ensemble du cycle du combustible nucléaire est de près de 8 000 agents et son chiffre d'affaires, pour sa première année d'existence, est voisin de 4 500 millions FF, dont 30 % à l'exportation.

Dans la plupart des pays du monde, l'année 1977 est marquée à nouveau par certaines baisses des prévisions de production d'énergie électronucléaire pour les dix prochaines années . Mais les prix continuent à monter ...

1978 : marée noire en Bretagne

Le marché : faut-il s'inquiéter ?

En 1978, les prévisions de consommation marquent une nouvelle baisse : en effet, à l'horizon 1990, le total n'est plus que d'environ la moitié du chiffre avancé fin 1975...On se console en estimant que les évaluations du développement du nucléaire étaient vraisemblablement plus réalistes que celles qui avaient été faites au lendemain de la première crise du pétrole. Les différents programmes nucléaires constituent déjà un important marché : la production d'électricité nucléaire représentait en 1977 environ 500 milliards de kWh dans le monde, soit plus du double de la production française totale d'électricité et les programmes évoquaient un quintuplement de cette production en 1990.

Cette situation se traduit néanmoins par la stabilisation du volume des marchés de l'uranium naturel et des concentrés d'uranium et provoque des reports dans la mise en valeur de certains gisements, notamment aux Etats-Unis.

Le prix de l'uranium naturel atteint son cours le plus haut à 43,35 US\$/lb U₃O₈, soit 113 US\$/kg U, ce qui représente en réalité un tassement, compte tenu de l'évolution de la valeur du dollar.Faut il s'inquiéter?

En France, mise en place d'un « **Plan Uranium** » d'aide à la prospection , dans la perspective de pénurie future

1979 : le deuxième choc pétrolier

Le marché : on se calme...

En 1979, le marché mondial du combustible nucléaire subit l'influence d'un certain nombre d'événements importants.

Dans le domaine nucléaire, l'événement majeur de l'année 1979 est l'accident survenu fin mars à la centrale nucléaire américaine de **Three Mile Island**; on espérait que l'effet psychologique de ce accident, bien que sensible, ferait place à une analyse objective des événements montrant que les effets en avaient été nuls sur l'environnement; mais qu'en revanche il permettrait de tirer, pour l'avenir, des enseignements positifs dans les domaines de la conception, de la réalisation et de l'exploitation des centrales électronucléaires. Ce ne fut malheureusement pas si simple.

Au niveau international, le développement des programmes nucléaires subit toujours l'influence restrictive des positions américaines. Celles-ci, sans avoir sensiblement évolué au cours de l'année, n'ont cependant pas recueilli l'assentiment de la communauté internationale au cours de l'exercice d'évaluation du cycle du combustible (INFCE) qui prend fin au début de 1980 sans aboutir, dans de nombreux domaines, à un véritable consensus.

Bien que l'année 1979 soit marquée par une hausse importante du prix du pétrole (le prix du brut importé en France double entre janvier 1979 et janvier 1980), qui fait apparaître un prix du kWh nucléaire inférieur de 45 % au prix du kWh fuel pour une centrale neuve, on constate avec surprise que les prévisions de puissance nucléaire installée au niveau mondial à l'horizon 1990 marquent une nouvelle baisse. En effet, par rapport aux évaluations faites fin 1977, la prévision de puissance électronucléaire installée dans le monde, URSS et Chine exclues, a baissé de près de 40 %. Seuls quelques pays, dont la France, font exception à ce mouvement.

En décembre, l'indice Nuexco commence à baisser à 40 US\$/lb U₃O₈.

1980 : troisième choc pétrolier – Ombres et lumières

<u>Cette année là</u>, COGEMA a fourni entre 18 et 20% de la production mondiale d'uranium naturel, hors bloc socialiste, devenant ainsi le premier producteur de la Planète. Alleluia!

... Mais les conséquences de la révision à la baisse des commandes de centrales se manifestent, dans le domaine de l'uranium naturel, par une chute continue des prix en 1980 et les années suivantes. En effet, le prix du marché du concentré qui s'était maintenu un peu au-dessus de 40 US/lb U_3O_8 en 1979, tombe à 31,5 US\$ début 1980, puis à 27 US\$ fin 1980 20\$ en 1981, 15 en 1984....

Fin 1980, TERME CHOISI DE NOTRE HISTOIRE, QUEL EST LE BILAN?

Glorieux ! que de chemin parcouru en effet depuis 1946 où les premiers prospecteurs du CEA sillonnaient à pied et à bicyclette le Centre de la France munis d'appareils de fortune ...

Le groupe francophone se compose alors principalement de :

- la Compagnie Générale des Matières Nucléaires Cogema-dont le CEA est actionnaire à 100%-
- de Minatome (50-50 Puk- Total)
- des sociétés uranium du Groupe Imétal :

La Compagnie Française des Minerais d'Uranium (CFMU) devenue la Compagnie Française de Mokta(CFM)

La Société des Mines d'uranium du Centre (SMUC)

La Société Industrielle et Minière de l'Uranium(SIMURA)

- de la branche Mines d'Elf Aquitaine (SNEA-P)

- de la Société Centrale de l'uranium et des minerais et métaux radiocatifs (SCUMRA) détenue par Minatome après la BPPB
- de la société Dong Trieu alors propriété du groupe Empain Schneider
- de la Société Industrielle des Minerais de l'Ouest (SIMO) détenue par PUK avec Cogema et la Caisse des Dépôts et Consignations, qui gère trois usines de traitement des minerais outre mer :
- de la Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville(COMUF) au Gabon (Etat du Gabon-Mokta-Cogema)
- de la Société des Mines de l'Aïr (SOMAIR)au Niger (Etat du Niger-Cogema-CFMU-Pechiney-Agip Nucleare-Urangesellschaft)
- de la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK) au Niger (Etat du Niger-Cogema-OURD Japon—ENUSA Espagne)
- de la Société AMOK au Canada (Cogema-Mokta-Pechiney)

et de nombreuses autres sociétés ou associations de recherche en France, en Europe, en Afrique, aux Etats Unis, au Canada, en Amérique du Sud, en Australie, en Indonésie.

Avec une capacité globale annuelle de production de plus de 8000 tonnes d'uranium naturel et des réserves considérables, c'est le premier mineur d'uranium du monde occidental, devant les Anglo-saxons : Américains, Canadiens, Australiens et les mineurs d'or d'Afrique du Sud.

Et après ? De 1981 à 2007 : c'est l'histoire de la fin d'une euphorie à l'émergence d'une autre euphorie, en passant par une nouvelle traversée du désert ...

Mais ceci est une autre histoire ...

En 2008, de la vaillante cohorte de 1980, le seul mineur français de l'uranium rescapé est la Branche Mines d'Areva Nuclear Cycle (ANC ex-Cogema) elle même filiale d'Areva.

Les mineurs français de l'uranium, s'ils n'exploitent plus en France, continuent leurs activités au Niger, au Canada, au Kazakhstan, en Australie et dans bien d'autres pays. Ils sont le socle sur lequel fût bâtie Cogema puis ensuite Areva devenue, grâce à eux, la première société mondiale du nucléaire.

L'aventure continue!

Jacques Blanc –Secrétaire Général de Cogema 1976-1987, Animateur et coordonateur du Groupe Paucard (histoire de l'uranium français)1998-2007